

La crise qui n'en finit pas de secouer la Pologne vient de franchir une nouvelle étape. Lors de la dernière session du Sejm vendredi 16 décembre dernier, le parti gouvernemental PiS a voté le budget 2017 en dehors de l'hémicycle, en l'absence des médias et de l'opposition, et selon toute vraisemblance en dépit des règles constitutionnelles.

✘ [Tribune publiée le 18 décembre 2016 dans *Kettős Mércse*](#). Traduit du hongrois par Ludovic Lepeltier-Kutasi.

Selon le ministre de l'intérieur Mariusz Blaszczak, ceci était « nécessaire » du fait du blocus de la tribune de l'assemblée par l'opposition, la sortie du cadre institutionnel se justifiant par une ambiance putschiste. Durant toute la nuit, plusieurs milliers de manifestants hostiles au gouvernement se sont rassemblés spontanément et sans discontinuer afin de verrouiller les sorties du parlement, ce qui a entraîné l'intervention des forces de police pour dissiper la foule et permettre « l'exfiltration » des députés. « *Nous ne nous laisserons pas terroriser* », a déclaré Jarosław Kaczyński, le dirigeant du parti au pouvoir.

En effet, d'autres « actes de terrorisme » semblables à celui-ci font trembler depuis quelques temps le gouvernement polonais. Depuis octobre seulement, les « foules de hooligans et de criminels » menées par les chefs de partis sont descendues déjà trois fois dans la rue, au moment des « manifestations noires » contre les lois liberticides et dangereuses sur l'avortement (*Czarny Protest*), des défilés contre la réforme scolaire ou encore des mobilisations contre la réforme du droit de rassemblement.

[Les Polonaises \(et des Polonais\) dans la rue pour défendre leurs droits](#)

Vendredi soir et samedi matin, c'est la liberté de la presse qui était sur toutes les lèvres, car cette fois, le parti au pouvoir cherche à limiter l'accès des médias aux sessions parlementaires, lesquelles sont ouvertes au public depuis 1989 au nom de la transparence.

Bien sûr, il est depuis longtemps de notoriété publique que le PiS – comme tous les partis illibéraux d'ailleurs –, cherche à gérer ses affaires loin des regards, derrière des portes closes. En décembre 2015, le président de la République Andrzej Duda avait par exemple nommé en pleine nuit des juges membres de son parti à la Cour constitutionnelle, en lieu et place des magistrats élus légalement. Comme le note le journaliste polonais Jakub Dymek, le parti gouvernemental n'accepte la discussion publique que sur des questions secondaires et sans enjeu, comme par exemple la gestion forestière. A leurs yeux, le peuple – dont ils jouent avec la vie, la santé, les droits – n'est là que pour nuire et perturber le bon déroulement de leur mandat, comme le font les médias libres, l'État de droit et la démocratie représentative.

« Qu'est-ce qu'il se passera si les juges se rangent derrière l'avis de la Cour constitutionnelle tandis que la police décide de se ranger derrière le gouvernement ? »

En tant que parti radicalement illibéral, le PiS considère qu'il ne tire pas son mandat du peuple et qu'il n'a pas de compte à lui rendre. Il faut reconnaître une chose aux leaders du PiS – en tout cas à Kaczyński – face aux illibéraux hongrois cyniques et sans scrupule, c'est au moins la conviction, si ce n'est la croyance selon laquelle l'exercice du pouvoir est une obligation et une responsabilité qui leurs incombent. Seulement cette obligation ne sert pas le peuple polonais, mais la restauration de la grandeur de la Pologne, dusse-t-elle se faire contre le bien commun. S'il le faut, elle se fera par le démantèlement des institutions constitutionnelles, s'il le faut, en interdisant les médias libres, s'il le faut, en votant le budget en dehors de l'hémicycle parlementaire.

Ces stratégies ont bien sûr des conséquences inconfortables plutôt pratiques. L'Union européenne se préoccupe par exemple depuis longtemps de la menace de la création d'un ordre juridique parallèle en Pologne. Si selon le gouvernement, l'opposition et la Cour constitutionnelle se comportent de façon anticonstitutionnelle lorsqu'elles qualifient les mesures gouvernementales d'inconstitutionnelles, alors qui reste légitime pour statuer sur la réelle constitutionnalité des choses ? Qu'est-ce qu'il se passera si les juges se rangent derrière l'avis de la Cour constitutionnelle tandis que la police décide de se ranger derrière le gouvernement ?

Lorsque la règle du droit disparaît et laisse un vide derrière elle, c'est la loi du plus fort et de la violence qui s'immiscent à sa place. C'est par elles que le pouvoir exprimera sa colère et décidera lequel est terroriste, hooligan ou traître, lequel mérite d'avoir l'existence brisée, lequel doit être éliminé, lequel doit subir la calomnie des médias soi-disant indépendants, lequel fera l'objet de perquisitions, lequel sera emprisonné, lequel on fera taire.

« Enfin, nous n'en sommes pas là », disent beaucoup, « car la situation n'est pas si terrible ». C'est vrai qu'en réalité, les médias d'opposition fonctionnent et la police d'État ne défile pas dans les rues de Varsovie. Bien sûr, la terreur et la violence d'État sont désormais capables de pénétrer nos vies quotidiennes de façon certes plus discrète, mais pas moins envahissante. Ici, toutes ces expressions tues et ces esprits sinistres qui donnent l'impression que si l'on ose parler, cela ne pourra que mal se finir. Là, tous ces sentiments de paralysie et d'effroi qui distillent l'idée selon laquelle, quoi que l'on fasse, quel que soit le nombre de manifestations auxquelles nous nous rendrons, cela ne changera rien de toutes façons.

Allons bon, tout ceci ne serait que vain ? Le peuple ne saurait être qu'impuissant face au pouvoir ? Lorsque j'ai écrit samedi matin à Przemysław Witkowski, rédacteur-en-chef de *Krytyka Polityczna*,

pour lui demander comment il voyait les événements de la nuit, voici ce qu'il m'a répondu : *« C'est la première fois que j'ai vu les politiciens du PiS terrorisés, parfois en larmes, lorsqu'ils ont été exfiltrés par la police à travers la foule, où les gens criaient : Honte ! Déshonneur ! Trahison ! C'était des images fortes qui donnent l'espoir d'une chute du PiS dans un avenir proche ».*

« Kaczyński jeta un regard sur la foule minuscule (...), il sentit que son pouvoir était en danger. La peur le saisit, sans doute à juste titre. »

Tout ceci a été provoqué par quelques milliers de personnes qui se sont rassemblées spontanément – dans une ville d'un million et demi d'habitants, dans un pays qui en compte quarante millions – derrière l'idée que leurs dirigeants élus leur devaient des comptes. Elles ont très simplement appelé « honte » et « trahison » le fait que ces derniers aient dilapidé leur vie par intérêt personnel et au nom de faux idéaux, au lieu de servir l'intérêt général. Lorsque Kaczyński jeta un regard sur la foule minuscule, ainsi que sur les députés d'opposition qui demandaient avec elle que le gouvernement s'explique sur ses actes et renonce à sa politique néfaste, il sentit que son pouvoir était en danger. La peur le saisit, sans doute à juste titre.

Il y a trente ans, le 13 décembre 1981 (un anniversaire qui donne pas mal de migraines à Kaczyński), le général Jaruzelski décréta l'état d'urgence et emprisonna ou fit tuer les leaders ainsi que les militants du mouvement Solidarność. La loi martiale, les menottes et la violence meurtrière ne suffirent pourtant pas à barrer la route d'un peuple qui voulait recouvrer sa liberté. Il est encore impossible de savoir le tournant que vont prendre ces événements, de deviner si la mobilisation et la solidarité vont aboutir à la justice ou au contraire à l'escalade de la violence entre le pouvoir et le peuple, voire à l'anomie et à la paralysie des masses, de percevoir qui d'entre nous ont été trop optimistes ou trop pessimistes. Là où le doute n'est pas permis, c'est dans la confiance que nous devons avoir dans le peuple, et dans la force qu'il représente face à la tyrannie.

[Des Polonais refusent de céder aux nationaux-populistes](#)